
L'Allemagne sur la voie de l'économie globale

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/644>

ISBN : 978-2-8218-0862-1

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « L'Allemagne sur la voie de l'économie globale », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 83 | octobre 2007, mis en ligne le 30 avril 2008, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/644>

L'Allemagne sur la voie de l'économie globale

En dépit de son exposition aux fluctuations internationales, l'économie allemande résiste plutôt bien aux incertitudes que font peser les fragilités de l'économie américaine sur la croissance européenne. Le système bancaire semble avoir réussi à juguler promptement les brèches ouvertes par la crise du *subprime*, même si les risques d'une contraction du crédit ne sont pas entièrement écartés. De même, la diversification géographique croissante du commerce extérieur allemand devrait permettre d'absorber sans trop de dommages le ralentissement conjoncturel américain. Quant à l'euro fort nourri par la faiblesse du dollar, il n'est encore perçu en Allemagne que comme une menace relative, même s'il commence à atteindre des niveaux inquiétants pour la compétitivité de certains secteurs industriels. Il n'en demeure pas moins que, là encore, l'ouverture internationale et les spécialisations sectorielles de l'économie allemande permettent de compenser l'euro fort par des coûts de production plus favorables, tandis que la stratégie active des firmes allemandes en termes d'investissement et de relocalisation d'activités devrait pouvoir préserver des marges de manœuvre face à une dérive incontrôlée des taux de change. La solidité retrouvée de l'économie allemande tend à montrer, s'il en était besoin, qu'une politique durable de compétitivité qui favorise la globalisation des échanges et des activités reste la meilleure réponse aux défis de la mondialisation.

A cet égard, l'analyse que nous dressons, à partir des résultats concordants de plusieurs enquêtes, de l'évolution du commerce extérieur allemand au cours de la décennie écoulée en fournit une excellente illustration. Depuis 1995, l'excédent commercial a plus que triplé, et l'Allemagne s'est durablement installée au rang de premier exportateur mondial. La performance n'est pas mince, puisqu'en dépit de l'émergence des NPI, de la montée du prix du pétrole et des matières premières, et de coûts salariaux domestiques très élevés, l'Allemagne a su préserver sa part d'un marché mondial qui entre temps a doublé en volume. Plus important encore que les scores réalisés est cependant le fait que l'exportation est devenue le pivot central de l'activité et le principal moteur de la croissance du pays, et que de surcroît elle s'appuie sur une structure sectorielle solide ainsi que sur une répartition géographique très équilibrée et fortement diversifiée entre l'espace européen et le reste du monde. L'activité exportatrice va de pair avec une forte dépendance importatrice, laquelle, loin d'être un handicap, constitue un atout puisqu'elle permet de s'approvisionner aux meilleurs prix. La globalisation des échanges, conjuguée à une forte progression des investissements directs à l'étranger et sur le sol allemand, est relayée par une globalisation croissante des activités de production et d'innovation qui, à son tour, renforce la solidité organique des entreprises, consolide et développe l'emploi domestique.

Plus symptomatique encore de ce processus de globalisation largement assumé est le fait que celui-ci ne concerne pas uniquement quelques centaines de *global players*, mais implique de plus en plus les PME, s'étendant ainsi de proche en proche à l'ensemble du tissu industriel et des activités de services. L'étude que nous publions dans ce numéro et qui, à partir de données fortement hétérogènes et largement dispersées,

dresse un état des lieux raisonné et détaillé de l'internationalisation des PME, montre que celles-ci ne jouent pas seulement un rôle clé dans les échanges extérieurs, mais s'affirment progressivement comme des acteurs à part entière de la globalisation. Alors qu'elles privilégiaient traditionnellement l'export sur le marché européen, un nombre croissant d'entre elles parviennent à mondialiser leurs réseaux commerciaux et surtout à diversifier leur activité à l'international. Elles pratiquent l'investissement direct sous toutes ses formes, délocalisent une partie de leur activité hors d'Allemagne, diversifient leurs réseaux de sous-traitance et s'impliquent activement dans des réseaux transnationaux de R&D. Ce positionnement offensif n'est en outre plus uniquement l'apanage du *Mittelstand* industriel classique, qui en reste certes le principal fer de lance, mais s'étend également aux PME de taille plus modeste, notamment dans les nouvelles activités de services. Dans l'ensemble, il apparaît cependant que sous l'effet de la globalisation, les PME ont gagné en taille, consolidé leur structure productive et leur capacité innovatrice, ce qui n'a pas manqué, là encore, de se traduire par des effets incontestablement positifs sur l'emploi domestique. Enfin, à travers l'exemple allemand, il apparaît que la dynamisation des PME et leur capacité à affronter les marchés extérieurs ne se décrètent pas. Elles sont moins le fruit d'un arsenal d'aides publiques, aussi diversifiées et généreuses soient-elles, que d'une culture de l'activité en réseau qui se transmet dans les entreprises elles-mêmes par la formation et le développement des compétences. Celle-ci se diffuse à travers le partage d'information et d'expérience sous la forme de partenariats multiples, notamment entre acteurs publics et privés. La dynamique internationale des PME procède en outre d'une philosophie entrepreneuriale qui privilégie d'abord l'approche par le marché et pour laquelle l'action des pouvoirs publics doit avant tout s'efforcer de promouvoir un contexte général favorable à l'entreprise.

On le voit : le chemin qui mène à l'économie globale requiert de multiples efforts et, en fin de compte, un changement de culture. De ce point de vue, même si l'Allemagne a pris quelques longueurs d'avance sur ses partenaires européens, le pari est encore loin d'être gagné. Le pays garde de nombreuses rigidités et surtout, n'échappe pas à la tentation du repli, dès lors qu'il apparaît possible de s'affranchir de la pression de la compétition mondiale. En témoigne l'évolution du climat social dans le secteur des services d'intérêt général où la dérégulation, à défaut d'avoir instauré une réelle concurrence sur le marché intérieur, a surtout exacerbé les corporatismes catégoriels, comme le montre l'analyse de Wolfgang Schröder dans ce numéro. Inquiétante également pour la poursuite de la politique de réformes de la grande coalition apparaît la stratégie de repositionnement à gauche du parti social-démocrate qui, à la veille d'élections à mi-parcours, propose un retour en arrière sur la réforme de l'assurance-chômage. Ou bien encore qui préconise l'instauration d'un salaire minimum garanti dans les secteurs d'activité socialement moins attractifs, dispositif dont on connaît, partout où il existe, et notamment en France, les effets délétères sur le niveau des salaires et le marché de l'emploi. Voudrait-on, sous couvert d'équité sociale, porter un coup d'arrêt à une politique de réforme restauratrice de croissance et consacrer durablement un découplage entre une société de la performance et une société d'assistance qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

René Lasserre
9 octobre 2007